

ÉMILE BOREL

La dépopulation des campagnes et les moyens de communication

Journal de la société statistique de Paris, tome 72 (1931), p. 301

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1931__72__301_0

© Société de statistique de Paris, 1931, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

La dépopulation des campagnes et les moyens de communication

Tout le monde est d'accord pour penser que la dépopulation des campagnes est un grave danger pour notre pays. Il importe de l'enrayer le plus possible. S'il est certain, en effet, que le développement des moyens de culture mécanique permet de diminuer le chiffre de la main-d'œuvre nécessaire pour la culture, il est non moins certain qu'un minimum incompressible est indispensable si l'on veut que les terres puissent continuer à être cultivées.

Or, dans bien des régions nous sommes bien près d'approcher de ce minimum et dans quelques-unes nous sommes déjà descendus au-dessous, et de bonnes terres demeurent incultes.

Il est intéressant de se demander si le développement des moyens de communication favorise la dépopulation des campagnes ou au contraire la ralentit. *A priori*, on peut penser que l'existence de moyens de communication commodes rendra plus facile l'exode des populations rurales, mais d'autre part, on peut objecter que les campagnes dans lesquelles les communications sont plus aisées peuvent profiter davantage des bienfaits de la civilisation et ont par suite moins de chances d'être désertées. C'est l'expérience seule qui peut permettre de décider laquelle de ces deux vues est la plus exacte.

Je n'ai pas eu le loisir d'entreprendre une étude complète; peut-être les quelques chiffres que je vais donner suggéreront-ils à quelqu'un de nos collègues l'idée d'entreprendre cette étude. Je me suis borné à l'ancien arrondissement de Saint-Affrique qui se trouve composé de six cantons : Saint-Affrique, Cornus, Saint-Rome-de-Tarn, Belmont, Camarès et Saint-Sernin. Le chef-lieu du premier est desservi par le chemin de fer. Les chefs-lieux des deux suivants sont à 7 ou 8 kilomètres de la gare la plus proche. Au contraire, pour les trois derniers, les distances des chefs-lieux à la gare la plus rapprochée sont respectivement de 24, 25 et 32 kilomètres. La population totale des trois premiers cantons en 1861 était de 28.374 habitants. Elle était de 23.207 en 1926, soit une diminution de 5.167 habitants ou 18 %. Pour les trois derniers cantons, la population était de 30.189 en 1861, et de 19.297 en 1926, soit une diminution de 10.892 habitants, soit 36 %.

Le pourcentage de diminution se trouve donc être exactement le double dans les trois cantons les moins bien desservis par le chemin de fer.

Si cette constatation peut être généralisée dans d'autres régions, il devra en être tiré cette conclusion que la diffusion des petites lignes locales de chemins de fer a été et est sans doute encore un facteur tendant à diminuer la dépopulation des campagnes.

Émile BOREL.
